

Délocalisation

Les Vaudois peinent à faire front face à Shire

L'union sacrée qui s'était produite à Prangins avec Novartis peine à se renouveler à Eysins

Daniel Audétat

L'histoire se répète, mais en bien ou en mal? Mardi, au moment d'informer les autorités cantonales de son intention de déplacer son siège international d'Eysins à Zoug, le groupe Shire a délégué une de ses plus hautes dirigeantes auprès du ministre de l'Economie, Philippe Leuba. Elle s'appelle Kim Stratton et fait partie de la nouvelle équipe mise en place par Flemming Ornskov, grand patron de Shire depuis avril 2013.

Elle-même a pris ses fonctions dans la multinationale britannique en août dernier, au titre de vice-présidente des opérations internationales. Avec Flemming Ornskov, elle mène un programme de réorganisation globale qui fonde en une seule les trois divisions qui structuraient le groupe jusqu'ici.

Ex-cadre de Novartis

L'ironie de l'histoire, qui n'en est peut-être d'ailleurs pas une, c'est que Kim Stratton a occupé une fonction de même envergure (Head of group country management and external affairs) à la tête de Novartis jusqu'au printemps 2013. A ce titre, elle a été associée au projet de fermeture de la fabrique de la multinationale bâloise à Prangins, qui avait été annoncé en octobre 2011.

«Madame Stratton n'y a pas participé directement et personnellement. Mais une personne qui était membre de son équipe et qui lui rapportait directement a participé au projet», confirme Nicole Barraud, responsable de la communication pour Shire au siège d'Eysins.

A l'époque, il avait fallu que les collaborateurs de Novartis viennent manifester sur le perron du Grand Conseil vaudois pour que le monde politique se solidarise avec leur cause. Philippe Leuba avait alors obtenu de Daniel Vassella, président du conseil d'administration, qu'un groupe de travail soit constitué pour envisager la poursuite de la production de médicaments à Prangins. Après que la multinationale a renoncé à sa fermeture, cette usine n'a cessé de s'étendre (*lire ci-contre*).

Plus de sucre fiscal

Fort de ce précédent et de quelques autres (ex-IRL, Bobst...), Philippe Leuba a obtenu sans tarder de Kim Stratton que Shire accepte de participer avec l'Etat à la recherche de solutions alternatives dans un nouveau groupe de travail. «Il faut dire que nous avons rencontré beaucoup moins de suffisance auprès de nos interlocuteurs que lors de nos premiers contacts avec la direction internationale de Novartis», constate le chef du Département cantonal de l'économie.

Mais que peut encore offrir l'Etat cantonal à Shire International, qui est venu s'établir à Eysins il y a trois ans seulement? Du côté de la fiscalité, rien! Car le maximum a déjà été accordé. C'est ce qui ressort des déclarations à demi-mot des autorités communales et cantonales. Et de Flemming Ornskov lui-même, dans *Le Temps*



Visé par une procédure de licenciement collectif, le personnel de Shire a jusqu'au 24 novembre pour faire des propositions susceptibles d'éviter la délocalisation du site d'Eysins à Zoug. CHRISTIAN BRUN



Kim Stratton est passée de Novartis à Shire. DR

de vendredi: «Cette raison n'entre pas en ligne de compte. Shire est très bien traité à ce niveau dans le canton de Vaud.»

A la Radio suisse romande, Matthias Michel, ministre zougais de l'Economie, est intervenu en contrepoint: «Dans notre canton, les conditions-cadres sont les mêmes pour toutes les entreprises (*ndlr: avec un impôt sur le bénéfice autour de 15%*). Nous ne pratiquons pas d'exonérations.» Contrairement aux Vaudois, qui, dans

le cas de Shire, pourraient avoir accordé une exonération à 100% de l'impôt sur le bénéfice pendant dix ans, sous réserve d'un réexamen des conditions posées (investissements, masse salariale,...) au bout de cinq ans.

Alarme syndicale

Sur ce point, Yves Defferrard manifeste la plus vive inquiétude. Son syndicat, Unia Vaud, est très peu présent à Eysins, où les activités de Shire sont essentiellement administratives. Il craint que les employés ne s'en remettent à Philippe Leuba pour les défendre: «Comme l'a démontré l'expérience de Prangins, c'est pourtant, avant tout, du personnel que peuvent venir les propositions susceptibles de faire évoluer la position de la direction.» Engagée auprès du Service de l'emploi, la procédure de licenciement collectif implique une consultation qui court jusqu'au 24 novembre. En

se mobilisant, les salariés de Novartis avaient obtenu un délai plus long.

Yves Defferrard met alors en garde: «Le risque de l'initiative du conseiller d'Etat est de laisser le personnel dans une position d'attente l'empêchant de s'organiser pour apporter des positions constructives durant cette période.» Le syndicaliste rappelle que, dans le cas de Novartis, le maintien du site de Prangins et son développement ont été finalement acceptés sur la base d'un rapport d'une centaine de pages rédigées par une trentaine d'experts mandatés par la commission du personnel.

Pour tout compliquer, l'annonce de Shire relance le débat sur le type de promotion et de développement économiques souhaitables pour le canton (*lire ci-dessous*). Ce qui ne favorisera pas l'union sacrée des partis politiques qui avait contribué au sauvetage de Prangins.

La Côte digère le choc

Après Yahoo!, Kraft Foods et la banque Lloyds, Shire est la quatrième multinationale à vouloir quitter La Côte. Responsable du développement économique au sein du Conseil régional du district de Nyon, Daniel Rossellat regrette cette issue. D'autant que cette biopharma, installée depuis trois ans seulement à Terre-Bonne, était exemplaire sur le plan de la responsabilité sociale en jouant le jeu de l'intégration. «Ce sera surtout pénible pour les collaborateurs qui sont de la région», relève le syndic de Nyon. Il estime néanmoins que, par rapport à la spécialisation des postes de Novartis qui ont été menacés à Prangins en 2011, il sera plus aisé pour ces employés administratifs de retrouver un emploi.

Daniel Rossellat tempère d'ailleurs les effets de cette hémorragie: «La courbe de l'emploi dans la région grimpe chaque année de 6,5%. En parallèle, nous avons des

entreprises comme Hublot, Generali ou La Mobilière qui vont bien. En plus, Novartis est dans une phase qui l'amènera à



Daniel Rossellat, responsable du développement économique au sein du Conseil régional du district de Nyon

engager plus d'employés que ceux qui sont en jeu avec Shire.»

Le syndic insiste alors sur la nécessité de privilégier les entreprises qui s'enracinent dans la région avec un outil de production: «Le problème, avec les *business parks*, c'est que les sociétés du tertiaire peuvent s'installer facilement, et en repartir tout aussi facilement.» Pourtant, observe Daniel Rossellat, les projets de parc d'affaires se multiplient. Le risque d'une suroffre de locaux administratifs est donc manifeste. **Madeleine Schürch**

Des jeunes parlent de leur sclérose en plaques

Des adultes d'une vingtaine d'années se sont retrouvés à Lausanne pour échanger leurs expériences autour d'une maladie à l'évolution incertaine

Organisé pour la première fois en Suisse romande par la Société suisse de la sclérose en plaques, le SEP Youth Forum a accueilli une soixantaine de participants, samedi à Lausanne. Cette journée visait à réunir les jeunes adultes atteints de la maladie ainsi que leurs proches, dans le but de leur permettre de se rencontrer et d'échanger avec des spécialistes. Une façon pour eux de parler librement de ce combat qu'ils affrontent au quotidien.

Dès que le diagnostic tombe, chacun se demande comment construire sa vie autour de cette maladie dont l'évolution demeure incertaine. Des questions médicales, pratiques ou personnelles ont été évoquées samedi par le biais de trois ateliers. «La sclérose en plaques est diagnostiquée entre l'âge de 20 et 30 ans, beaucoup de questions se posent alors sur l'avenir», explique Monique Ryf Cusin, responsable du Centre romand SEP. Nous souhaitons offrir à ces jeunes la possibilité d'avoir des réponses et de se sentir rassurés.»

Pour Laura*, assistante sociale en psychiatrie de 27 ans, qui est venue au SEP Youth Forum accompagnée de sa sœur, il est en effet important de pouvoir partager ce qu'elle vit. «C'est une maladie invisible, qui est souvent difficile à comprendre pour ceux qui nous entourent, note-t-elle. Mon traitement fonctionne, donc je suis sereine pour l'instant. L'important est que je puisse me sentir comprise par ma famille,

qui me soutient.» Tout comme Laura, Julie*, une Lausannoise âgée de 24 ans et qui vit avec la sclérose en plaques depuis bientôt deux ans, a pu éclaircir certains points: «Je ne suis pas du genre à parler de ma maladie. Elle évolue différemment chez chacun et c'est peut-être pour ça que je trouve que ça reste un sujet personnel. Venir ici m'a tout de même permis de recevoir plus d'informations. Maintenant, je vais continuer à faire ma vie sans trop y penser.» Pour des raisons de confidentialité, professionnelle entre autres, ces personnes ont préféré garder l'anonymat. Cette journée, qui était égale-

«La sclérose en plaques est diagnostiquée entre l'âge de 20 et 30 ans; beaucoup de questions se posent alors sur l'avenir»

Monique Ryf Cusin, responsable du Centre romand SEP

ment organisée à Zurich et à Lugano, a permis aux organisateurs d'écouter les besoins de chacun afin d'adapter au mieux les prestations de la Société SEP. Pour aller dans le sens du partage, une page Facebook est en ligne depuis septembre. Par la suite, des forums de discussions seront créés sur le site web de la société pour que ces jeunes puissent échanger. **S.L.**

* Prénoms d'emprunt

Armés, ils attaquent le Café de Treycovagnes

Trois personnes ont fait irruption vendredi dans le restaurant du village. Constatant que la caisse était vide, ils ont pris la fuite. La police cantonale lance un avis de recherche

Une vingtaine de clients savourent leurs commandes dans le Café de Treycovagnes, ce samedi après-midi. La serveuse sert des boissons, prend des commandes. Comme si de rien n'était. Pourtant, la veille, une scène digne d'un film policier s'est jouée dans cet établissement plus que centenaire, tenu depuis cet été par un nouveau couple de gérants.

Il est un peu plus de 22 heures, ce vendredi-là. Le restaurant-pizzeria est presque désert lorsque débarquent trois individus encagoulés et habillés de noir. Au moyen d'armes de poing, ils menacent les deux tenanciers, ainsi que les deux clients encore présents. Ils s'expriment en français, mais avec un accent indéterminé, selon la police cantonale. Les marfrats déchanteront vite, le tiroir-caisse est vide. Les cris des victimes et les aboiements du chien des clients impressionnent le trio, qui prend la poudre d'escampette par l'arrière du bâtiment. Direction la zone commerciale En Charnard, où ils s'enfuient à pied.

Malgré un important dispositif, la police n'a pas réussi à mettre la main sur les agresseurs. Hier après-midi, ces trois personnes, dont deux armées, couraient toujours. Les forces de l'ordre lan-

cent donc un appel à témoins pour ces trois individus, tous âgés d'une vingtaine d'années et mesurant entre 165 et 180 centimètres.

Samedi, le couple de tenanciers était fidèle à son poste. Visiblement bien ébranlé et méfiant, il n'a pas souhaité faire de commentaire. «Cela doit être un coup dur pour ces gens, constate le syndic, Stéphane Baudat. Depuis leur arrivée, en août, ils se donnent de la peine et leur cuisine est bien appréciée.»

«Cela doit être un coup dur pour ces gens. Depuis leur arrivée, en août, ils se donnent de la peine et leur cuisine est bien appréciée»

Stéphane Baudat, syndic de Treycovagnes

Dans le village, les habitants sont également choqués. «Je dors et je n'ai absolument rien entendu», commente une voisine, qui souhaite rester anonyme. Treycovagnes a bien connu quelques vols de villas, témoignage des villageois. Géré par d'autres tenanciers, le restaurant a déjà été la cible de voleurs par le passé. «Mais jamais d'agression de ce genre. Où va-t-on?» s'inquiète Stéphane Baudat. **H.I.**